

## **L'éthique, aujourd'hui**

-----

Leçon inaugurale donnée par

Le Juge Kéba Mbaye  
à  
l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Le 14 décembre 2005

-----

Monsieur le Ministre de l'Education nationale,

Une nouvelle fois nos chemins se croisent, en moins de deux ans, dans une cérémonie que vous présidez. J'en suis heureux. J'ai toujours plaisir à vous rencontrer car vous êtes un homme intelligent et bien élevé. Je répète que j'ai toujours suivi avec beaucoup d'intérêt votre cursus et vos efforts pour devenir ce que vous êtes comme dirait Nietzsche : un professeur éminent et un homme d'Etat de qualité.

Monsieur le Recteur,

Vous avez parlé de moi avec une gentillesse et une bonté que l'on réserve généralement aux morts. Si je ne connaissais l'affection que vous me portez, j'aurais été tenté de bomber le torse et de tomber dans un narcissisme qui m'a jusqu'aujourd'hui épargné.

Je vais me venger en disant de vous le bien que j'en pense. Vous êtes parmi les cadres Sénégalais qui ne se contentent pas, dans le poste où ils sont nommés, de « liquider les affaires courantes », ou qui se servent au lieu de servir. Vous êtes plutôt de ceux, rares hélas, qui s'évertuent à inventer des voies et des moyens susceptibles d'améliorer les biens et les services de l'Etat qui leur ont été confiés et « d'ouvrir les clos » pour parler comme Bergson. Connaissant vos capacités intellectuelles et votre détermination, je me sens pour ma part rassuré ; vous réussirez, Monsieur le Recteur avec l'aide de Dieu.

Monsieur le Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Vice-Président de l'Assemblée de l'UCAD,

Pendant un moment j'ai cru, en vous écoutant, que vous parliez d'une personne autre que moi, tellement vous avez su apporter par un langage d'une rare élégance tant de dorures aux modestes mérites que Dieu a placés sur mon chemin et que je me suis contenté de ramasser.

Merci pour autant de gentillesse et de générosité.

Vous formez avec d'autres professeurs et membres du corps administratif de l'UCAD autour de Monsieur le Recteur un mur de soutien intellectuel et moral qui protège ses efforts et fortifie ses succès.

\* \* \*

Mesdames, Messieurs les Professeurs,  
Excellences, Mesdames, Messieurs,  
Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs les Etudiants,

L'année dernière l'Université avait demandé à un professeur : l'historien Boubacar Barry, de prononcer la Leçon inaugurale.

L'année d'avant, c'est un autre professeur doublé d'un homme d'Etat, Maître Abdoulaye Wade qui avait été choisi.

L'invité de cet après-midi n'est ni professeur, ni homme d'Etat.

Vous savez, le professeur est le serviteur de la science et l'homme d'Etat l'otage de la prudence. Ce sont des situations contraignantes pour l'un comme pour l'autre. Elles sont toutes deux réductrices car elles sont filles de la fidélité : la fidélité est obligatoirement réductrice parce qu'elle postule un choix et, fatalement, comme dirait André Gide, le « rejet de ce que l'on ne choisit pas » ; elle limite et canalise ; ici, fidélité que l'un doit au vrai (le Professeur), et l'autre à la vérité (l'homme d'Etat).

En effet, le Professeur est un soldat de la raison et l'homme d'Etat le porte parole du peuple donc de l'opinion. Le premier s'évertue à ne pas sortir du chemin de la science.

Le second porte le fardeau du souvenir de ses promesses que ses électeurs conservent précieusement dans leur mémoire.

Celui qui n'est ni professeur, ni homme d'Etat, a la chance de pouvoir ignorer à la fois la science et l'opinion. L'inviter à prononcer une leçon inaugurale dans ce sanctuaire de la pensée et de la parole c'est courir un risque, surtout s'il se trouve que l'invité en question a atteint un âge canonique où, selon certains oulémas, Dieu lui-même est indulgent à son égard. Conséquence, les hommes n'ont pas d'autre choix que de fermer les yeux et les oreilles sur ses erreurs de pensée et d'expression. Mais rassurez vous Monsieur le Recteur, je m'arrangerai pour qu'à la fin de cette leçon nous ne soyons pas, vous et moi, convoqués à la DIC.

\* \*

Le sujet que j'ai choisi de traiter est au centre de la vie de notre pays, de notre continent et du monde entier. L'éthique, aujourd'hui. C'est un sujet essentiel et grave, même si chacun se dépêche d'en parler pour éviter qu'on lui reproche de l'ignorer. Notion inséparable de la condition humaine elle a acquis une importance exceptionnelle pour l'humanité.

Mais ne vous attendez pas, à ce que je suive à la lettre la tradition des leçons inaugurales, avec un langage ésotérique aux accents savants, avec un discours devant servir aux étudiants et aux assistants, à effacer certaines difficultés de leurs examens ou de leurs concours et, aux jeunes chercheurs à trouver des voies pour affiner leurs découvertes.

Il me faut juste rappeler brièvement la pensée philosophique et essayer de camper la conception et le rôle modernes de l'éthique en y cherchant ce que je crois bien pour notre nation.

\* \*

Trois idées, me semble-t-il, méritent des commentaires après que j'aie décrit la situation telle qu'elle m'apparaît au bout de ma lorgnette peut-être déformante.

Les trois idées s'expriment ainsi :

1 - Les anciens ont de l'éthique une conception multiforme qui nourrit encore les joutes intellectuelles savoureuses des philosophes.

2 - De nos jours l'éthique est toujours présente avec un nouveau contenu. Malheureusement, ce contenu est davantage ignoré que respecté.

3 - L'éthique devrait être adoptée par notre pays comme la mesure de toute chose car, accompagnant le travail, elle est la condition *sine qua non* de la paix sociale, de l'harmonie nationale, de la solidarité et du développement.

\* \*

### **I – La société face à l'éthique, aujourd'hui**

En présentant la "Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme", adoptée le 11 octobre 1997 à l'unanimité et par acclamation par la Conférence Générale de l'Unesco, le Directeur Général Federico Mayor annonçait que « cette déclaration, de même que l'engagement moral auquel les Etats avaient souscrit en l'adoptant, étaient l'amorce d'une prise de conscience mondiale de la nécessité d'une réflexion éthique sur les sciences et les technologies ».

Le Directeur Général de l'UNESCO avait raison.

Il faut faire avancer la connaissance en l'encadrant par l'éthique, pour que, notamment la science ne serve pas des idéologies comme l'eugénisme qui a fait tant de mal à l'unité humaine et qu'elle favorise des progrès comme la thérapie génique, le futur recours prodigieux contre certaines graves maladies héréditaires.

Mais, la réflexion éthique doit aller plus loin. Il faut qu'elle ne se limite plus aux sciences et aux technologies, mais qu'elle s'engage sur les différents compartiments de l'activité des hommes.

Il faut aujourd'hui, qu'à travers le diagramme de l'éthique, soit aussi examinés avec soin, non seulement les sciences et les technologies, mais également les pouvoirs étatiques : exécutif, législatif et judiciaire, l'éducation, la conduite de l'étudiant, le rôle de l'enseignant, la fonction d'administrateur, les activités économiques des secteurs primaire, secondaire et tertiaire, la politique en général, le combat pour le pouvoir, la gouvernance, les rapports entre les différents membres de la scène politique, les relations entre gouvernants et gouvernés, le comportement de ces derniers, la communication, la famille, le voisinage, le sport, la culture, les relations internationales, les rapports entre pays riches et pays pauvres et d'une façon générale, comme je le disais il y a quelques instants, l'ensemble des activités et du comportement des hommes pris individuellement ou collectivement, mais aussi des Etats, c'est à dire de leurs représentants.

Si je préconise cette réflexion générale approfondie et permanente, c'est parce que, pour qui se donne la peine d'observer la société humaine de notre époque, nous sommes sur le chemin d'un monde sans éthique ; d'un monde dans lequel la conduite des hommes, en dehors de toute considération éthique, est guidée par l'argent, le pouvoir, la force et la "place", ce mot étant pris dans le sens large que lui assignent les Wolofs et aussi, Figaro le célèbre personnage de Beaumarchais dans son « monologue ».

\* \* \*

La fuite en avant actuelle que nous constatons un peu partout, vers un monde sans éthique, ne doit pas durer ; ne peut pas durer ; sinon, aveuglés par leurs nouveaux maîtres que sont l'argent, le pouvoir, la force et la place, les hommes vont se précipiter droit vers une vie de méconduite ; c'est à dire une vie où le dire et le faire se trouveront presque de façon permanente, en deçà ou à côté de ce que la morale prescrit.

En disant cela, je me place en dehors de la loi. « L'éthique n'est pas le Droit » a récemment écrit le professeur Abdoulaye Sakho. L'histoire de la perception de l'avortement en est une illustration édifiante. De 1810, date du Code Napoléon, à la «Loi Neiertz » de 1993, l'interruption volontaire de grossesse est passée en France de la répression de sa commission à la

répression de son entrave. Alors que, pendant ces 183 ans la position de l'éthique vis-à-vis de l'IGV n'a varié que dans certaines mentalités.

Mesdames, Messieurs,

Je vous invite plutôt à nous situer dans le cadre d'un projet d'usages et de pratiques d'une autre mesure du dire et du faire : Le bien. Nous y reviendrons.

Il faut que le dire et le faire n'obéissent plus à cette nouvelle loi selon laquelle peu importe qu'un but ait été atteint par des moyens illégaux ou prohibés par la morale ou l'éthique, la fin étant finalement le seul justificatif de la parole ou du comportement.

Dans un tel monde, l'homme va droit à l'échec car, c'est un monde qui ne manquera pas d'engendrer l'injustice, la violation des droits de l'homme et donc des conflits et des affrontements dont personne ne peut aujourd'hui deviner les conséquences qui ne pourront être que néfastes.

Il faut prévenir ce grand mal dont l'humanité pourrait souffrir sous peu. Et comme il n'est pas en notre pouvoir de changer le monde, commençons, nous autres Sénégalais, modestement, mais avec détermination par notre pays.

Commençons par y adopter l'éthique comme règle de comportement, comme s'il s'agissait d'un principe général de conduite obligatoire pour tous sans exception. Cela peut paraître utopique à certains, notamment à ceux dont la spécialité est la combine et la magouille, substantifs que le Petit Larousse définit ainsi :

- combine : « moyen habile et peu scrupuleux pour parvenir à ses fins »
- magouille : « lutte d'influence, série de combinaisons douteuses ou malhonnêtes entre des groupes, des organisations quelconques ou entre des personnes à l'intérieur d'un groupe. »

Ce cheminement vers le désastre par les voies tordues précitées de la combine et de la magouille, n'est pas une fatalité. Il me semble qu'il y a des remèdes appropriés pour le prévenir ou le guérir ; j'en identifie trois :

- Eriger certaines règles éthiques fondamentales en obligations *erga omnes* ;
- subordonner la loi aux commandements éthiques et la fonction de juger au seul droit ;
- légiférer dans tous les domaines pour imposer aux administrateurs comme aux administrés, des comportements éthiques.

Il s'agit en quelque sorte de déplacer nos objectifs, nos buts et nos rêves ; de remodeler nos jugements et notre conduite sur d'autres valeurs et de donner la priorité à la qualité, au seul mérite, et à l'intérêt général.

Que ceux qui détiennent une parcelle de pouvoir et en abusent, ou qui se sont enrichis en foulant aux pieds les règles d'éthique se le disent bien ; ils n'inspirent aucun respect aux autres Sénégalais. Or le respect de ses concitoyens est le bien le plus précieux du monde. C'est le seul qu'il faut désirer, qu'il faut rechercher. C'est le seul qui est admiré. Le respect dû au pouvoir ou à l'argent, s'il a un autre nom, s'il s'appelle crainte ou courtoisie, c'est que les paramètres éthiques qui les régissent se sont déréglés. Or, la crainte et la courtoisie sont détestables parce qu'elles avilissent celui qui les inspire comme celui qui en est la proie. Elles ne durent que le temps que dure la force ou la fortune qui les motivent, c'est à dire peu ; et elles s'effacent avec la perte du pouvoir ou de l'argent.

Le pouvoir est fait pour servir. Il est passager ; l'argent ne sert qu'à satisfaire les besoins ; au delà, il est inutile.

Le respect de soi et le respect des autres par contre est un bien éternel et sans limite. Dieu lui-même le prend en considération dans le jugement qu'il porte et portera sur chacun de nous.

\* \*

## **II – L'éthique chez les philosophes.**

Que les philosophes présents dans la salle ou appelés à me faire l'honneur de me lire, philosophes dont mon professeur au lycée Van Vollen Hoven, Louis Thomas, m'a donné l'amour de la matière qu'ils enseignent, me pardonnent de ne parler de l'éthique de leur point de vue que pour rappeler brièvement quelques notions. Je ne suis pas philosophe.

Pour les philosophes, nous le savons, l'éthique est une partie de la morale théorique, cette composante de la philosophie.

Pour certains d'entre eux l'éthique est considérée comme l'une des branches de la philosophie tout comme la physique et la logique. Cette conception se retrouve chez les stoïciens et chez Emmanuel Kant. « Il s'agit de connaître les normes de la nature, c'est-à-dire de la raison ». Il s'agit donc ni plus ni moins de la sagesse.

Pour Epicure, l'éthique est « la théorie de l'action que l'homme doit mener pour conduire sa vie et parvenir au bonheur ».

On peut dire d'une façon générale que pour les Anciens, l'éthique est une manière de conduire son existence. A ce titre on parle de l'éthique d'Aristote, de Platon, de Kant, de Spinoza, de Schopenhauer, et de Bergson.

Finalement, chaque philosophe a sa propre conception de l'éthique.

Dès lors, l'éthique peut changer de fondement et de fin et servir de support et de justification à tout comportement ; qu'il soit brave ou pleutre, réfléchi ou frivole, saint ou profane, scientifique ou ignare, donc qu'il soit celui du héros, du sage, du saint, du savant ou alors de leurs contraires.



L'étude de l'éthique donne alors libre cours à la pensée et ne s'assigne aucune limite où qu'elle se situe. Elle sous-tend les choix existentiels les plus variés et n'a de vrai complice que la liberté libertaire. Il lui importe peu d'être concrète ou théorique, morale ou immorale, bonne ou mauvaise.

C'est précisément là, que je me dois d'abandonner la méthode et la pensée des philosophes pour me référer à l'autre éthique : celle qui sollicite notre vigilance et qu'appelle notre société, aujourd'hui ; celle de la vie de chacun de nous.

\* \*

### **III – La conception actuelle de l'éthique.**

L'éthique, aujourd'hui, nous apparaît comme un ensemble de règles écrites ou non écrites, inspirées par la morale pratique et qui doivent être respectées dans la vie professionnelle et dans la vie de tous les jours. Dès lors, l'éthique devient une « formule de vie » commune à toute une société dans le sens que les sociologues donnent à ce vocable.

De la conception philosophique, je retiens la recommandation kantienne quand, pour chaque homme, l'auteur de « La critique de la raison pratique » préconise « d'agir de telle sorte que l'on puisse vouloir que la maxime de notre action devienne un principe de législation universelle ».

Voilà ce que doit être l'éthique, aujourd'hui, pour nous Sénégalais. Il apparaît ainsi que je n'ai donc pas abandonné les philosophes. J'ai simplement opéré un choix personnel au sein de leurs belles théories. La recommandation kantienne suppose bien évidemment et tout d'abord, une entente sur « ce qui est bien ». Mais qu'est-ce qui est bien ?

Ne voilà-t-il pas là, une question à laquelle il est difficile de répondre, surtout quand on est philosophe ?

Difficile aussi d'y répondre pour ceux qui, sans être philosophes, cherchent une réponse philosophique à tout ; de même pour ceux qui appartiennent à une civilisation dont la pensée dominante est fluctuante ou ambiguë ou se réfère sans cesse à des principes contradictoires par besoin du jeu de l'esprit, par savantisme déviant ou par perversion morale.

Mais pour nous Sénégalais, qui avons une longue tradition dualiste de la vie et des comportements des hommes, nous n'avons pas besoin de chercher longtemps pour savoir ce qui est bien et pour trouver le chemin qui y mène.

C'est en effet un chemin sur lequel nous ont précédés dans ce pays, des générations et des générations d'hommes que l'on appelle justement « hommes de bien ».

A force de le suivre, ils ont transformé ce chemin en traditions dont ils nous proposent l'adoption.

Certains de ces hommes, (ils ne sont pas nombreux), sont encore vivants. La décence m'oblige à taire leurs noms.

D'autres, nombreux, nous ont quittés. Je cite parmi eux : Cheikh Omar Foutiyou, Cheikh Ahmadou Bamba Khadimou Rassool, El Hadj Malick Sy, mon guide Sérigne Abdoul Aziz Sy Dabakh, le Cardinal Thiandoum.

Il y en a bien d'autres.

Ils font que le Sénégal est une terre bénite.

Ils nous ont appris non par de simples paroles mais par les actes de leur vie, ce qu'est le bien.

Grâce à eux, nous savons parfaitement ce qui est bien en famille, ce qui est bien dans la rue, à l'université, dans les ateliers et les bureaux, dans la pensée et l'action, qu'elle soit politique

ou autre. Nous savons que le travailleur doit travailler ; que l'éducateur doit éduquer ; l'étudiant étudier ; le gouvernant gouverner ; mais tous sous le contrôle de l'éthique, c'est à dire bien.

Malheureusement, il arrive très souvent que nous emprunions un autre chemin que celui que nos anciens avaient choisi ; Eux avaient choisi le chemin de la foi, de la dignité, de l'honneur, du courage, de l'honnêteté, de l'humilité, de la tempérance, de la droiture, du respect d'autrui et du bien commun, du travail, de l'endurance et de l'amour de la nation.

C'est certainement à leur présence spirituelle parmi nous, à leurs prières et à leurs bienfaits que Dieu nous épargne les malheurs qui s'abattent autour de nous de par le monde.

Il nous ont indiqué ce que doit être et nous savons très bien ce qui est éthique aujourd'hui.

Mais nous nous en éloignons, comme s'il s'agissait d'un principe qui n'a plus cours, dans une société éminemment matérialiste, dominée par le seul souci de l'intérêt personnel, de l'enrichissement et de l'accumulation.

\* \*

#### **IV – Le choix éthique des Sénégalais.**

Le 12 novembre dernier, j'attendais tranquillement mes bagages à Roissy quand un professeur de l'Ecole normale supérieure qui était à côté de moi, et qui, comme moi attendait aussi ses bagages m'a abordé très simplement, s'est présenté à moi et m'a dit sans entrée en matière, qu'il avait regretté que les Sénégalais n'aient pas retenu l'essentiel de ce que j'avais dit quand j'ai installé le Président Abdou Diouf le 1<sup>er</sup> janvier 1981.

Il m'a cité des passages de mon discours que j'avais moi-même oubliés. En le quittant, je me suis dit : « ce professeur m'a invité à me répéter ».

Monsieur le professeur, je me suis rendu compte après réflexions que vous avez raison.

Je vais donc me répéter, tout simplement.

Mesdames, Messieurs,

En installant le Président Abdou Diouf, en ma qualité de Premier Président de la Cour Suprême, j'avais, comme me l'avait reproché un ami qui nous a quittés, parlé comme un homme d'Etat, alors que je n'étais qu'un simple juge.

La vérité est qu'à cette époque, j'avais constaté que notre pays avait fait, depuis qu'il avait accédé à l'indépendance ensemble avec l'ancien Soudan Français, deux faux départs : le premier a été constitué par la rupture de la Fédération du Mali. Je regretterai cette rupture toute ma vie, surtout aujourd'hui où chacun est convaincu que la principale erreur sur ce continent est d'avoir accepté de le diviser en micro- Etats livrés, face à nos maîtres d'hier, à la fatale loi de la division qui amoindrit et affaiblit ce qu'elle divise.

Après la rupture de la Fédération du Mali, les Sénégalais « amis des Soudanais » ont été brimés.

Mais une fois la rupture de la Fédération du Mali consommée, le Sénégal s'est reconstruit autour d'une constitution unitaire. Nous avons deux dirigeants qui se complétaient : Senghor, un peu toubab et Mamadou Dia très Sénégalais. J'avais le sentiment qu'ils nous menaient droit vers l'unité nationale, le développement économique et la prospérité en empruntant à l'Occident et à l'Afrique, ce qui est bien ; mais seulement ce qui est bien.

Hélas, le 17 décembre 1962, ils se sont brutalement séparés. Avec eux, notre pays, a été divisé en deux : les « amis de Mamadou Dia » et les autres. Les premiers étaient éloignés de tout, s'ils n'étaient pas simplement mis en résidence surveillée ou incarcérés.

Après ces événements, j'ai eu le sentiment très net que depuis lors, les Sénégalais, à tort ou à raison, instruits de ce qui semble être la doctrine des autorités qui les dirigent, la confiance

en leurs seuls hommes supposés fidèles et non à tous les Sénégalais compétents, se sont déterminés à prendre une assurance contre les aléas de la vie politique de notre pays.

Cette assurance vous le devinez, consiste à se prémunir contre des jours futurs durant lesquels on est écarté de sa « place » ou de tout. Elle conduit, quand on est encore dans une bonne « place », à rien d'autre qu'à la recherche de biens par tous les moyens, d'où la déviance vers l'enrichissement illicite, le « giros », la corruption sous toutes ses formes, l'absence de l'amour de la nation.

En 1980, je m'étais dit que l'occasion du départ de Léopold Sédar Senghor et l'arrivée de Abdou Diouf à la tête de l'Etat était peut-être une occasion exceptionnelle de m'immiscer dans la conduite de la politique de notre pays, en parlant directement à mes concitoyens du grave problème de l'éthique et des autres préoccupations de la nation.

Comme me l'a rappelé mon voisin du tapis roulant de Roissy, de ce que j'avais dit à l'époque, beaucoup de Sénégalais n'ont retenu que cette formule lapidaire : «les Sénégalais sont fatigués». Il m'a dit et il a raison, que j'avais bel et bien dit autre chose. En effet, j'avais notamment affirmé que :

*« L'essentiel, c'est de sortir de cette situation avec dignité, en sauvegardant l'intégrité de notre territoire, l'indépendance de notre pays, les conquêtes démocratiques de notre peuple et l'intangibilité de notre Constitution. Cela ne peut être l'affaire d'un seul homme, ni même l'affaire d'un seul parti.*

*C'est le devoir de tous les Sénégalais de faire preuve de maturité, pour garder notre pays de l'aventure, et assurer son développement harmonieux, selon notre propre formule de vie.*

*Il faut que chacun de nous enterre ses ambitions personnelles et oublie les vieilles querelles, pour "se ceindre les reins comme un vaillant homme", au nom de l'intérêt exclusif de la nation.*

*L'objectif permanent devra être la consolidation de la démocratie... qui ne laissera plus le moindre doute sur la sincérité des résultats des suffrages.*

*Il faut aussi, que gouvernants et gouvernés, membres ou non des partis politiques, acceptent sans arrière-pensée, le principe de l'alternance à la tête des affaires de l'Etat. Ces affaires ne sont le bien de personne ; elles appartiennent au peuple qui en délègue la gestion temporaire, non à un maître comme on a souvent tendance à le penser sur ce continent, mais à un serviteur. »*

*J'avais ajouté : « Déterminons-nous à débusquer et à écarter sans complaisance, au besoin à punir sans faiblesse ceux qui ruinent ce pays ou le desservent : les corrompus et les antinationaux, les roublards et les paresseux. Cultivons l'honnêteté et le courage au travail. Que chacun, au poste où il est, du ministre au planton, du chef d'entreprise au manœuvre, considère comme reposant sur ses seules épaules, le destin de la nation. Inventons un système qui ne récompensera désormais que la compétence, le travail et la probité ».*

Si cette citation est longue, c'est parce que je considère que les mots qu'elle contient ont encore aujourd'hui toutes les raisons d'être redits. Surtout que nous allons vers des compétitions électorales.

En effet, les années ont passé. Mais je n'ai pas l'impression que les choses aient beaucoup changé.

Ainsi, quand j'entends certains parler de l'alternance que j'avais préconisée dix neuf ans avant sa survenance, j'ai le sentiment que pour eux elle est une fin, alors qu'elle doit être répétée *ad vitam eternam*, pour témoigner de l'ancrage de la démocratie dans nos mentalités et nos moeurs.

Alors, si j'ai quelque chose à vous dire aujourd'hui, en tant qu'ancien, c'est de rappeler deux mots que Senghor, auteur des paroles de notre hymne national, y a glissés. Nous les chantons machinalement sans y prêter grande attention.

Dans les moments d'interrogation il faut, non les chanter, mais les murmurer du fond du cœur à chaque instant et leur obéir : « Sénégalais, debout ».

Debout pour le travail et pour l'éthique avant qu'il ne soit trop tard. Debout en nous rappelant devant chaque choix, chaque action, la pensée d'Emmanuel Kant. Demandons-nous chaque fois que nous sommes tentés d'avoir un comportement non éthique, ce que serait la vie si chacun faisait comme nous. Demandons-nous ce que serait une société de délateurs, de profiteurs, de voleurs, de corrupteurs et de corrompus, d'indisciplinés, d'insouciantes, d'égoïstes, de fraudeurs ; la liste est longue mais la réponse est une : ce serait une société vouée à l'échec et peut-être à la déchéance et à la misère matérielle et intellectuelle. Alors, évitons de tels comportements.

J'ai relevé dans un éditorial de Béchir Ben Yahmed publié après la récente tragédie des immigrants d'Afrique noire vers le mirage européen, et qui ont laissé sur les barrières de Mélélla, des morceaux de vêtements, des lambeaux de chairs et une partie de notre dignité commune ces mots très durs :

*«L'Afrique subsaharienne, 700 millions d'habitants, a jusqu'ici raté son développement économique et social parce que les gouvernements qui se sont succédés à la tête des pays qui la composent n'ont pas su éduquer et soigner leurs peuples pour les mettre utilement au travail.*

*Héritiers du pouvoir colonial, de nations en constitution et de pays aux frontières arbitrairement tracées, ils n'ont pas pu maintenir à l'intérieur de leurs pays la cohésion nationale et la paix.*

*De leur côté, les anciennes puissances coloniales ont mal aidé. Quant à la Banque mondiale et au FMI, agents d'un ordre économique mondial injuste, ils ont erré.*

*Cette conjonction de facteurs défavorables, toujours à l'œuvre en 2005, près de cinquante ans après les indépendances, explique les malheurs actuels du seul continent qui voit augmenter le nombre de ses démunis. »*

Nous Sénégalais, sommes capables de renverser cette tendance si nous le voulons vraiment, sincèrement.

Pour nous, j'en suis convaincu, ce n'est pas trop tard. Mais il faut faire vite.

Au lendemain de son élection, le Président Abdoulaye Wade avait lancé: « travailler, toujours travailler, encore travailler » . J'avais tout de suite saisi mon téléphone pour l'appeler et le féliciter.

Malheureusement, je dois dire que je n'ai pas l'impression que tous les Sénégalais aient entendu cet appel. Pourtant, le chemin qu'il indique est le seul qui soit capable de nous sortir de nos difficultés.

Je crois que le Président Wade lui-même a la même impression que moi puisqu'il a été obligé de se répéter à l'occasion d'un retour de voyage, il y a un peu plus d'un mois.

Le travail et l'éthique sont les seuls outils du développement véritable. Nous devons les ériger en « principe premier » si nous voulons sortir notre pays de la misère. Il n'y a pas d'autres voies.

Nos amis les Marocains qui avancent à grands pas vers le développement ont créé une Instance : « Ethique et réconciliation ». Quand on les interroge sur la situation de leur pays, ils parlent non de politique mais plutôt d'éducation, de santé, de salubrité, d'ordre et de discipline. L'essentiel de leur discours est « éthique et développement ».

Quand on interroge un Sénégalais sur la situation de son pays, il parle de remaniement ministériel, de querelles ou de limogeages politiques. Que nos dirigeants politiques m'excusent. Mais ils savent tous comme moi que ce n'est pas la politique politicienne qui développe un pays. J'ai écrit dans un recueil de discours et d'allocutions que je me propose de publier bientôt, que ce genre de politique est le métier le plus facile du monde. Il ne nécessite ni études, ni apprentissage.



Plutôt que d'avoir de grands politiciens, cherchons à avoir de grands médecins, de grands ingénieurs, de grands professeurs, de grands spécialistes de l'économie et des finances et même des savants. Les pays les plus puissants du monde ne sont pas ceux où la politique est reine. C'est plutôt le contraire.

Les Marocains ne sont pas les seuls à se soucier de l'éducation, du travail et de l'éthique. L'Asie du sud-est, les organisations internationales et même les pays développés ont décidé de s'engager sur la voie de l'éthique.

Des comités et des commissions commencent à se dresser un peu partout comme des sentinelles de vigilance morale sur les routes de la recherche scientifique et technologique, de la gouvernance, de l'entreprise, du négoce, du sport et de toutes les activités humaines. Leurs missions consistent à :

- informer,
- éduquer,
- prévenir,
- enquêter,
- proposer des remèdes ou des sanctions aux organes compétents.

L'éthique est désormais enseignée dans plusieurs universités, écoles et instituts.

Il nous faut participer à ce mouvement. Il faut alors que dans nos institutions, dans nos organes, nos administrations, nos ateliers et nos bureaux, partout, suivre cet exemple.

Il faut que triomphe l'éthique au Sénégal.

L'Université Cheikh Anta Diop doit donner l'exemple.

Je sais qu'il y a des frémissements à cet égard dans notre pays, notamment chez les médecins et chez quelques journalistes. Le Sénégal a été récemment choisi pour abriter le séminaire des parlementaires francophones sur « L'éthique dans la gestion des affaires publiques ».

J'ai lu avec intérêt les contributions à ce séminaire et surtout celle de Madame Fall Sidibé.

Mais c'est encore bien insuffisant. Nous devons, dans ce domaine, participer et dans tous les secteurs, à l'effervescence qui se constate ailleurs.

Alors, debout, comme dit notre hymne, pour bâtir un Sénégal uni autour du travail, de l'éthique et de l'intérêt général. C'est un choix fondamental. On ne paraît plus ringard en le préconisant.

Je le préconise.

Je ne serai peut-être plus de ce monde quand surviendront les conséquences de ce choix, pour lequel les Sénégalais auront opté en faisant soit ce qui est éthique soit ce qui ne l'est pas. Ce jour là, je suis sûr qu'ils diront en eux mêmes: « et pourtant le père Kéba, avant de partir, nous avait avertis ».

Et d'outre-tombe, je leur répondrai, selon le choix qu'ils auront eu à faire, suivant le cas, heureux : "c'est bien", ou, triste, mais tout de même rancunier : "après tout, vous l'avez voulu".

Il n'est pas trop tard pour agir.

Monsieur le Ministre de l'Education nationale,

Monsieur le Recteur,

Excellences,

Mesdames Messieurs les Professeurs,

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs les Etudiants,

Chers invités,

**Conclusion**

Il me faut maintenant prendre congé de vous. Si j'ai un dernier mot à dire, le mot de la fin que je préfère aux conclusions conventionnelles, c'est bien celui-ci :

J'ai la conviction très nette que de même que l'on est d'accord pour affirmer que la liberté et le pouvoir doivent être limités par les droits des autres, de même, l'éthique doit être constituée comme la mesure obligatoire de l'exercice de tout droit, de toute liberté et de tout pouvoir.

Mais il faut pour que survienne le règne de l'éthique deux conditions essentielles :

D'abord, il faut une justice forte et respectée servie par des Magistrats bien traités et indépendants. J'ai lu samedi dernier, le compte rendu des débats sur la justice à l'Assemblée nationale. J'ai été atterré. C'est parce que j'y ai appris que les députés (après les avocats) ont dénoncé la corruption des magistrats et que le gouvernement, malgré une défense de principe, a reconnu qu'il y a bien dans la justice « ... des individus qui, par leur comportement, dans leurs faits et gestes, se comportent comme des corrompus ».

C'est inadmissible. Il faut y remédier sans délai Monsieur le Ministre de la Justice.

Je répète que les magistrats doivent être indépendants du pouvoir, des parties aux procès et du public. C'est par là que le monde nous juge parce que c'est par là que nous pouvons prouver notre capacité à assurer la solidité de nos institutions et la stabilité du régime politique que nous avons choisi. La sécurité future des gouvernants d'aujourd'hui et la confiance actuelle des acteurs de notre développement en dépendent étroitement.

La deuxième condition du règne de l'éthique c'est l'éducation. Il est indispensable que nos enfants et nos petits enfants bénéficient d'une bonne éducation. Tous mes amis des pays émergents me le disent ; la clé de leur réussite c'est l'éducation.

Que nos étudiants entrent à l'Université comme on entre dans les ordres ou au « Daara » et que les meilleurs soient mis dans les conditions optimales pour devenir des cadres de haut niveau ou même pourquoi pas, comme je le disais tout à l'heure, des savants.

Bien sûr, cela nécessite la réhabilitation de la fonction technique au détriment de la fonction politicienne.

Nous sommes bien ici, dans cette salle, au lieu qu'il faut pour le clamer.

Merci aux professeurs Marianne Soumaré et Abdoulaye Sakho et à Monsieur Alioune Ndiaye, magistrat, qui m'ont assisté dans mes recherches.

Merci à vous tous pour votre patience.